1612
RAPPORT
DES COMITÉS RÉUNIS

Case
FRC
13457

*Des Domaines, des Finances, de l'Aliénation des
Biens Nationaux, de la Marine, du Com-
merce & d'Agriculture.*

Sur les Bois & Forêts Nationales.

Fait à la Séance du Vendredi 6 Août 1790.

PAR M. BARRERE,

Membre du Comité des Domaines & Député du
Bigorre.

IMPRIMÉ PAR ORDRE DE L'ASSEMBLÉE,

Avec le Décret rendu à la même Séance.

Si canimus Sylvas, Sylva sint Consule digna . . .

VIRGILE.

A PARIS,
DE L'IMPRIMERIE NATIONALE.

THE NEWBERRY
LIBRARY

1841

1842

1843

1844

1845

1846

1847

1848

1849

1850

1851

1852

1853

1854

1855

R A P P O R T

DES COMITÉS RÉUNIS

*Des Domaines, des Finances, de l'Aliénation
des Biens Nationaux, de la Marine, du
Commerce & d'Agriculture.*

Fait à la Séance du Vendredi 6 Août 1790.

P A R M. B A R R E R E,

Membre du Comité des Domaines & Député du
Bigorre.

P A R un Décret du 14 Mai sur la vente des Biens Nationaux, titre premier, art. 3, vous avez déclaré que la quatrième classe des biens à vendre sera formée de toutes les autres espèces de biens, à l'exception des bois non compris dans la première classe sur lesquels il sera statué par une Loi particulière.

Par un second Décret du mois de Juin, vous avez pensé que pour ne négliger aucune vue, & pour ras-

sembler autant de lumières qu'il étoit possible sur une question aussi importante, le Comité des Domaines se réuniroit aux Comités des Finances, d'Aliénation, de Marine, de Commerce & d'Agriculture comme ayant des intérêts plus directs dans la discussion de cette question d'Administration & d'Economie politique.

Elle a été agitée pendant deux longues Séances.

Je vais, Messieurs, avoir l'honneur de vous exposer succinctement les principaux motifs d'un Projet de Décret que les cinq Comités m'ont chargé de vous proposer.

Les Forêts immenses dont la nature avoit couvert la France, sembloient devoir concourir toujours à l'accroissement de sa richesse, de son industrie & de sa grandeur.

Puissance Territoriale, elle avoit tout ce qu'il faut à l'Agriculture, au Commerce, aux Manufactures, aux Forges, & aux Usines de tout genre.

Puissance Maritime, elle trouvoit dans les Bois sa Marine marchande & militaire & toutes ses constructions.

Nous sommes au moment de perdre une grande partie de ces avantages, si vous ne prenez un parti sage & éclairé pour la conservation & la régénération des bois dans toute l'étendue du Royaume.

Sous les premières Races de nos Rois, la France couverte de Forêts ne sentit pas la nécessité d'une administration en ce genre; aussi les besoins de l'Agriculture naissante, & le défaut de réglemens, couvrirent d'usages les différens Bois, ou plutôt en détrui-

lirent une partie ; on ne songea à leur Gouvernement que sous le rapport *des Chasses & des Capitaineries*. Une Ordonnance de Philippe-le-Hardi chargea des Forestiers d'y pourvoir.

Bientôt on s'aperçut qu'on pouvoit retirer des Bois de très-grands avantages , soit pour l'augmentation des revenus de la Couronne , soit pour l'utilité de la Nation. Aussi-tôt Philippe-le-Bel en confia l'administration à des Maîtres créés à cet effet.

Les Bois furent assez mal régis pendant longtemps ; car on ne cessoit de les défricher. L'abondance de cette matière première fit dédaigner une économie devenue nécessaire dans le dernier siècle. Cependant François Premier appelloit les bois *la chose la plus utile & la plus requise dans le Royaume*.

La découverte du nouveau Monde change tout-à-coup les idées politiques , présente la nécessité d'un Commerce maritime , & fait sentir combien les Forêts devenoient précieuses à l'Etat. C'est à cette époque qu'il faut reporter l'interruption des défrichemens , qui jusqu'alors avoient été encouragés.

Henri IV , possesseur paisible du Trône , porta ses vues sur l'administration des Eaux & Forêts , que de concert avec Sully , il chercha à vivifier. Ce fut l'objet de l'Edit de réformation de 1597 , rendu , dit-il , *après avoir pacifié son Royaume ; les Forêts étant la principale partie d'icelui & de son Domaine*.

Cette Loi respire la sagesse & l'amour du bien public qui animoient Henri IV & son Ministre. On ordonna des plantations d'arbres dans chaque vil-

sage & près des édifices publics. Il se trouve encore de ces arbres antiques & utiles, qui comme par droit de naissance, ont été nommés des Sully : & en les voyant, il est difficile de ne pas éprouver un sorte de respect pour les seuls témoins vivans qui nous restent de l'administration sage de ce grand homme.

Louis XIV crée subitement une Marine formidable. C'est alors que Colbert porte ses regards sur les Forêts domaniales. Ce n'est que dans les massifs de futaye qu'il trouve ces grands arbres propres à la construction des Vaisseaux. Ce n'est que dans les antiques Forêts qu'il espère conserver les précieuses ressources d'une grande Nation qui alloit devenir commerçante & maritime. Dès-lors l'exploitation & l'aménagement commence à faire sensiblement partie du Droit public ; des règles calquées sur les anciennes Loix pour fixer les temps & la manière de couper les Bois, sont rappellées dans une Ordonnance générale. Ce genre de bien est regardé comme si précieux pour l'Etat, qu'on gêne même le droit des particuliers, & qu'on croit pouvoir restreindre dans cette partie, l'exercice le plus naturel, le plus légitime, celui de la propriété ; tant les Bois sont un objet essentiel à la conservation de la vie & aux besoins perpétuels des Sociétés ; c'est ce qui faisoit dire à l'Auteur de l'Ordonnance de 1669, *que les Forêts étoient la plus noble & la plus précieuse partie des Domaines de la Couronne.* (1)

En descendant des idées générales à des vues moins

(1) Dans tous les temps & chez toutes les Nations, les Bois ont été mis au rang des biens les plus précieux. Aussi voit on que dans les

éendues , les cinq Comités réunis ont pensé qu'il étoit nécessaire de conserver les grandes masses de bois dans les mains de la Nation. Les motifs qui doivent porter ses Représentans à les conserver , se présentent en foule : l'intérêt national , l'intérêt de l'Agriculture & du Commerce , le soutien de la Marine ; la conservation & la régénération des Forêts ; les constructions les plus importantes , l'augmentation assurée du revenu public & l'intérêt du Peuple.

Et d'abord , Messieurs , aliéner les Forêts , en livrer la propriété à des particuliers , c'est les vouer à un usage destructeur ; c'est exposer le Royaume à voir augmenter considérablement & dans peu de temps , la rareté & la cherté des bois ; c'est compromettre , c'est perdre dans 25 ans une des ressources les plus nécessaires à la France.

Car enfin , Messieurs , à qui la Nation aliénerait-elle ces grandes masses ? Sera-ce à des particuliers ? Mais , en supposant qu'il y en eût d'assez riches pour en acquérir de grandes parties , le feroient-ils assez pour attendre plusieurs années le revenu si lent des bois , & pour s'astreindre à n'y toucher que d'une manière réglée par les Loix générales ? D'ailleurs pouvez-

siècles les plus reculés , il y avoit déjà des personnes préposées pour veiller à la conservation des Bois. Il suffira de citer le quatrième Roi des Romains , qui réunit les forêts au Domaine public , ainsi que e remarque Suétone. Une des loix que les Décemvirs empruntèrent des Grecs , traitoit de *glande , arboribus & pecorum pastu*. Ils établirent des Magistrats pour la garde & la conservation des forêts. Cette commission fut souvent donnée aux Consuls nouvellement créés. *Bibulus & Jules Cesar* étant Consuls , eurent le gouvernement général des forêts ; ce que l'on désignoit par les termes de *Provinciam ad Sylvas & Colles*.

vous gêner les Citoyens dans les jouissances de leurs biens ? Et que serviroient vos simples Loix de police ? L'intérêt personnel deviendra bientôt le seul conseil, l'unique agent de leurs opérations ; & vous savez si l'intérêt personnel régénère ; si l'égoïsme & les besoins peuvent attendre ! Non, Messieurs, vos riches acquéreurs moissonneront en peu d'années & avec une indiscretion perfide les fruits des siècles qui feroient l'aisance de plusieurs générations.

Sera-ce à des Compagnies que vous vendrez ? Mais quelle somme de bien public pouvez-vous espérer de ces associations mercantiles qui ne calculent que

(1) Jugez les Compagnies par les propositions qu'elles vous font.
La première offre 8,000,000 liv. & demande à partager ce qui, frais prélevés, excédera cette somme. Elle évalue cet excédent à un million.

Sa part feroit donc de 500,000 liv.

A quoi ajoutant le bénéfice résultant de l'augmentation successive du numéraire qui est annuellement de. 936,000

Les bénéfices de cette première Compagnie seroient par chaque année de 1,436,000 liv.

La deuxième propose de donner une année commune prise sur 25 en rétrogradant & demande le tiers de ce qui excédera cette somme, frais prélevés.

Si, d'un côté, elle se restreint au tiers du bénéfice, de l'autre elle réduit le produit actuel des Forêts à 5,800,000 liv. par l'effet de l'année commune prise sur 25, & son bail étant de cinquante ans, les profits seroient annuellement pendant les vingt-cinq premières années de 1,378,000 liv.

Et pendant les vingt-cinq autres de 2,039,000 liv.

Une troisième demande un bail emphytéotique des Bois domaniaux, & offre pendant les 18 premières années le revenu actuel des Forêts, pendant les 20 suivantes un million d'augmentation, & pour le restant du bail deux millions.

Ainsi le bénéfice de cette Compagnie seroit pendant les dix-huit premières années de 2,684,000 liv.

Et pendant les vingt autres de 3,700,000 liv.

les profits (1) ? Quelles vues de prospérité & de régénération attendez vous de ces Capitalistes qui ne connoissent que le présent, pour qui l'avenir est une chimère, & le bonheur public un vain songe ?

Des Capitalistes associés, des possesseurs d'effets publics réunis, accoutumés à tirer de gros intérêts de leurs fonds, voudront porter leurs spéculations sur les Bois. Le même esprit qui travailloit les papiers sur la place, travaillera les bois dans nos Départemens. Ainsi, soit que, créanciers de l'Etat, ou possesseurs de numéraire, ils achètent, soit que acquéreurs, ils veuillent exploiter,

On croit pouvoir se dispenser de pousser les calculs de ces bénéfices jusqu'à l'expiration du Bail.

Une quatrième Compagnie offre 5,000,000 liv. net
& se borne à un bénéfice modeste de 4,936,000 l.

Enfin une cinquième offre 5,500,000 liv. par chacune des dix premières années & 500,000 liv. de dix ans en dix ans jusqu'à la concurrence de 8,000,000 liv.

Ainsi les profits de cette dernière compagnie seroient
annuellement de ci 4,436,000 l.

Et cette somme seroit susceptible encore d'accroissement par l'amélioration & l'entretien des Forêts, dont cette Compagnie rejette les frais à supporter sur le Gouvernement, frais qu'elle seroit intéressée à multiplier, puisqu'ils augmenteroient ses bénéfices.

Maintenant voulez-vous combler votre effroi ? Récapitulez ce qu'il en couteroit à la Nation pour cinquante années d'administration, & prenez la moins onéreuse de toutes.

C'est la deuxième, la somme s'éleveroit à . . . 85,425,000 l.

vous les verrez toujours faire la loi à tous les habitants du Royaume.

S'agit-il d'acquérir ? Ils tireront parti des circonstances. Une grande masse de biens nationaux sera mise en vente ; ils auront à vil prix les propriétés les plus importantes & les plus productives , pour lesquelles d'ailleurs vous n'avez pas des bases solides pour l'appréciation.

Ils auront moins de concurrens pour les grandes acquisitions , & dès-lors un prix moindre : Voilà une perte réelle pour la Nation.

Il n'en est pas des Bois comme des autres propriétés, & sur-tout à l'égard des futaies.

Les Compagnies de grands Capitalistes ne spéculeront que sur la superficie. Ils compteront pour rien ou pour peu de chose la valeur du fond qui , échappant à l'Impôt , sera bientôt abandonné , voué à l'inculture & à la stérilité (1).

Croyez-vous que des Capitalistes , que des Compagnies replantent des arbres , repeuplent les bois , & réparent les dégradations ? S'assujettiront-ils aux lenteurs des opérations de la Nature ? Des sociétaires que la mort , les contestations , les intérêts divers sépareront bientôt , ne peuvent avoir cet accord de vues , cet ensemble d'idées qui , s'élançant dans l'avenir , conservent les propriétés en les améliorant. Non , Messieurs ,

(1) Il faut 200 ans & de grands soins pour repeupler les futaies qu'on vient d'abattre.

L'intérêt personnel ne connoît pas ces spéculations lointaines du bonheur public. Une Nation seule peut avoir de grandes forêts, peut seule les régénérer, peut seule s'occuper de leur économie & de leur rétablissement. Voyez l'intérêt personnel armé d'une hache, abattant vos forêts, calculant les profits, moissonnant en un instant des siècles de végétation, & ruinant, par les spéculations d'un jour, toutes les espérances de la postérité. L'intérêt national est armé d'une bêche; il repeuple, il régénère, il prépare une succession de jouissances graduées sur les besoins publics. L'intérêt personnel, même bien entendu, n'est qu'un usufruitier égoïste & avide. L'intérêt national est un père de famille prévoyant & industrieux.

C'est devant cet intérêt national que se présentent, en traitant cette matière, les besoins de la Marine, ceux des Villes & des Campagnes, & sur-tout les besoins du peuple, sa subsistance journalière qui ne peut être assurée que par une provision suffisante de bois dans toutes les parties du Royaume.

Des apperçus suffiront, les voici.

Pendant la paix, on peut estimer à deux millions de pieds cubes de bois, la consommation annuelle des Arsenaux.

Il faut la compter double pendant la guerre.

La Marine marchande doit consommer de 4 à 5 millions de pieds cubes; vous consommerez encore plus de bois quand les Canaux de navigation seront ouverts; mais dans l'état actuel, sur cette quantité donnée, l'Italie, l'Albanie Turque, la Corse & les dif-

férens Etats du Nord , nous fournissent plus du tiers & la presque totalité des mâtures ; de sorte que nos approvisionnemens peuvent être facilement interceptés pendant la guerre , dans la Méditerranée , dans la Baltique & dans la Manche.

Ainsi , en favorisant l'importation des bois étrangers pendant la paix , nous avons le plus grand intérêt à faire en sorte que nos ressources intérieures puissent nous suffire pendant la guerre.

Or , comment parviendrez-vous à vous suffire à vous-mêmes dans le temps où les calamités de la guerre rompront vos communications avec l'Étranger , si ce n'est par une bonne administration des forêts ; en empêchant le démembrement des grandes masses , le défrichement des terres boisées dans les montagnes ; en favorisant par des encouragemens les semis de glands , & par des aménagemens , la conservation des massifs ; en excitant les plantations dans les grandes propriétés ; en provoquant la recherche & l'exploitation des mines de charbon de terre , & la consommation de ce combustible (1) ?

Si des besoins impérieux de la Marine marchande

(1) L'Assemblée Nationale s'est occupée déjà des moyens de répandre dans l'intérieur de l'Empire l'usage du Charbon de terre & c'est en partie pour faciliter le transport de celui qu'on tire des Mines de Montcenis , qu'elle a cherché à accélérer l'achèvement du canal du Charolois : ce canal joignant la Saone & la Loire , établira la communication la plus étendue entre l'Océan & la Méditerranée.

& militaire , vous passez aux besoins plus urgens & plus usuels des constructions des villes & des campagnes ; aux consommations des usines à feu & des salines , des pays de vignobles & des pays de minots ; vous sentirez encore plus la nécessité de conserver dans les mains de la Nation une grande masse de bois.

Que fera-ce encore , si l'on ajoute à ces consommations déjà excessives , celle plus excessive encore que le luxe moderne fait dans les grandes Cités , où l'on accapare tous les bois qui peuvent y arriver : ce qui influe de proche en proche sur leur prix dans les Provinces , & plus encore sur la pénurie prochaine des bois dans le Royaume ?

Et c'est ici , Messieurs , que se présente l'intérêt du peuple : car *sans bois , point de pain* ; le prix du bois est déjà au-dessus des facultés des habitans des campagnes & du peuple des villes. (1) De ce mal proviennent les privations du nécessaire pour les artisans des villes & la multitude des délits , les procédures , les condamnations qui surpassent quelques fois pour les habitans des campagnes , la somme des impôts , & qui les plongent dans la misère.

D'après ces diverses considérations , les cinq Comités réunis ont pensé qu'il importoit aux besoins du Royau-

(1) Il n'est cependant pas inutile d'observer que pour encourager les plantations , le bois doit être soutenu à un taux modéré & tel que le Peuple ne le paye pas trop cher sans cependant que le planteur se voye privé des avantages qu'il doit se promettre.

me de conserver les grandes masses de forêts , de n'excepter de cette loi générale que les parties de bois éparfes contenant 150 arpens & au-dessous , & cette partie de bois à vendre peut se porter à environ 400 mille arpens.

Personne n'ignore que les bocquetaux exposés trop souvent aux dégats des bestiaux & aux délits de tout genre , par leur voisinage des héritages des particuliers , ne peuvent produire un revenu proportionné aux frais de garde qu'ils exigent , ni occuper entièrement un gardien ; aussi les anciennes Ordonnances en avoient quelques fois permis l'aliénation à perpétuité.

Mais les grandes masses , il faut le répéter , ne peuvent appartenir qu'à une Nation , parce qu'elle seule étant immortelle , améliorera , repeuplera & vivifiera cette belle propriété par des aménagemens bien entendus ; en augmentera les revenus , empêchera l'accaparement des bois , conservera les futaies , & assurera ainsi à tous les habitans du Royaume une plus grande abondance de cette matière de premier besoin.

Ici se présente la grande objection de ceux qui sollicitent l'aliénation totale des bois & forêts. « C'est une
 » bonne opération , dit-on , d'éviter les frais de Régie ;
 » c'est encore une meilleure opération d'échapper à
 » l'administration ancienne qui a ruiné les forêts , &
 » qui achèvera bientôt de les perdre ; une administra-
 » tion nouvelle aura toujours de grands inconvéniens ;
 » & repeuplera moins facilement que l'intérêt actif des
 » particuliers , devenus propriétaires de ces biens
 » divisés ».

Que d'erreurs dans ce peu de mots ! Vendre les biens pour éviter les frais de culture & de régie , est un acte qui , dans un particulier , seroit caractérisé de démence. Seroit-il un acte de sagesse pour une Nation ? Nous ne le pensons pas ; car c'est une grande erreur de croire que l'administration des bois ne puisse pas s'améliorer.

Ce ne sont plus , il est vrai , ces forêts antiques dont les ressources étoient immenses ; des landes stériles , des arbres épars & dégradés , des balivaux languissants ont remplacé dans une partie de nos forêts , ces massifs & ces belles tiges qui promettoient à la Marine & aux constructions de tout genre des secours abondans . dans quelques lieux , on diroit que la nature , trop longtemps contrariée par les abus , se refuse à la reproduction.

Aux causes de dépérissement qui proviennent de l'intempérie des saisons , & du cours naturel des choses , se joignent des causes artificielles plus funestes encore ; telles que l'habitude de trop laisser vieillir les arbres , & d'en faire une consommation trop considérable : la cause des dégradations commises dans les forêts par des riverains , & par les Gardes même , est encore plus sensible.

Il y a quelques années que M. de Calonne voulant faire ressource des bois , chargea des Commissaires de visiter les principales forêts du Royaume , & de rassembler les instructions propres à en faire connoître le véritable état.

Que résulta-t-il de leurs travaux , exagérés sans

doute , parce que M. de Calonne proposoit alors aux Notables , de vendre tous les bois de la contenance de 400 arpens & au-dessous ?

Les forêts du Domaine sont dans un état de dégradation manifeste. (1) On ne trouve *presque plus de futaie* dans un grand nombre. Dans d'autres , on n'a pas même suivi l'Ordonnance , *un seul arbre sur le taillis* n'a pas été conservé. Ailleurs on ne voit plus que des *terres vaines & vagues* , à la place des bois précieux qui couvroient ces terrains immenses. Ici le sol des forêts a été défriché par des usurpateurs , ou donné à cens par des Officiers chargés de les conserver , (& ce qui a été conservé de forêts précieuses est entré dans les appanages & dans les échanges.) Là les coupes en jardinant , que la Loi avoit si sévèrement prosrites , ont été pratiquées dans plusieurs forêts , avec une indiscrétion qui a dégradé sensiblement cette propriété que l'on devoit regarder comme sacrée , tant elle est nécessaire aux besoins publics & individuels de toute espèce.

Quoiqu'il en soit , de l'exactitude ou de l'insuffisance de ces recherches , que nous savons n'avoir pas été portées , à beaucoup près dans tous les lieux où elles devoient s'étendre , & qui semblent avoir été bornées aux forêts qui pouvoient présenter un état de dégradations il n'est pas moins vrai , & nous le répétons , que quand la nature a été épuisée par une suite d'abus trop réels ,

(1) Page 2 du Mémoire sur les Forêts domaniales.

elle ne peut se régénérer elle-même , si elle n'est secourue par les moyens de la culture. Personne n'ignore que dans les sols les plus fertiles , les bois se dépeuplent à la longue , si l'on ne veille à leur régénération. Dans les mauvais terrains , le dépeuplement est plus prompt , & la régénération plus lente & plus difficile.

Ajoutez à ces inconvéniens ceux des coupes mal faites , des bois mal abattus , des droits d'usage devenus si abusifs , & le prétexte de mille dévastations partielles qui épuisent la belle futaie , & rongent à la première sève les jeunes recrues.

Ajoutez encore le défaut de clôture , d'ouverture des fossés , & de dessèchement , la négligence & les délits des Gardes , occasionnés par la parcimonie mise dans leur nombre & leurs salaires , eu égard à l'étendue des terrains confiés à leur garde.

Qui peut entreprendre de faire disparaître de pareils abus ? Qui peut tenter une régénération aussi dispendieuse , aussi longue , aussi pénible que celle des forêts du Royaume , si ce n'est une Nation , d'après des bases d'administration fondées sur l'utilité publique , & sur l'expérience la plus éclairée. De pareilles entreprises sont au-dessus du courage , des ressources & des principes des particuliers comme des compagnies.

Vous en seriez convaincus bientôt , si je vous présentais un simple aperçu des moyens de régénération de cette branche importante du Domaine public.

Rapport , &c.

B

Faire faire la levée exacte des plans (1) tant généraux que particuliers des bois & forêts, distinguer les nouveaux aménagemens, en marquer les divisions, ordonner le rétablissement des véritables circonscripti-
ons, & la réunion des terrains qui en ont été distraits sous divers titres & prétextes ;

Ordonner de nouvelles clôtures de haies ou de fossés, pour les garantir des invasions de tout genre ;

(1) On ne peut se dissimuler la nécessité de Plans qui montrent la position & l'étendue de chaque Forêt en la faisant connoître sous les différens rapports qu'elle peut présenter à l'utilité publique.

Il ne suffit donc pas d'avoir la figure de ces Forêts Nationales séparément prises, il faut, pour combiner la marche de leur régime, se procurer une description qui, en déterminant l'ensemble des Bois d'un Département & même du Royaume, montre la position relative de chacun de ces bois, en indiquant le parti le plus avantageux qu'on puisse en tirer.

Cette Carte générale des Forêts devient facile & peu dispendieuse à établir ; car il existe des matériaux immenses qu'il ne s'agit que d'employer, & M. Chanlaire, Représentant de la Commune de Paris a donné sur ce point des essais satisfaisans que les ressources de son porte-feuille le mettent à même d'étendre.

L'objet du travail de M. Chanlaire est d'obtenir une description tellement détaillée des Forêts qu'on puisse y reconnoître, non-seulement chaque pièce de bois particulière, mais encore les coupes différentes qui la forment & les années de leur exploitation. Ce travail se lie à celui annoncé par les Auteurs de l'Atlas national, qui sans commotion comme sans dépenses, paroît devoir promptement mener à l'opération si nécessaire du cadastre.

Repeupler les terrains dévastés en affectant à ce repeuplement le produit des amendes, ou une somme du produit des bois;

Cantonner les usagers, & reporter les usages sur des parties isolées ou séparées, pour interdire l'entrée des forêts aux usagers, ou plutôt à ceux qui sont toujours tentés d'abuser;

S'occuper du sort des Gardes, de manière à ne pas les engager à se payer, par leurs mains, de l'avarice que l'ancien régime avoit mise dans leur attribution pécuniaire;

Enfin, régler les coupes de manière à ne pas laisser subsister des futaies au-delà du terme que la nature du sol paroît le comporter, & faire de nouveaux aménagemens dans les forêts, de manière à laisser des massifs de futaies, & régler le surplus depuis un âge jusqu'à un autre âge déterminé, selon la qualité des terrains, des essences d'arbres, & les consommations locales.....

Qui remplira toutes ces vues de bien public? Nous vous l'avons déjà dit; des particuliers même très-opulens, & des compagnies de Spéculateurs & de Capitalistes ne pourront y parvenir. Jetez un coup d'œil sur les bois des particuliers & sur ceux des Communautés, voyez leur manière de jouir, voyez les coupes que l'égoïsme, inséparable de l'administration particulière, a mise dans ces exploitations. Vous y appercevrez bien moins les moyens de perpétuer leurs revenus, que ceux de l'augmenter momentanément.

Qui est-ce qui pourra ou qui voudra, si ce n'est une Nation, assigner les fonds considérables qui sont neces-

faïres à l'entretien , à la garde des forêts , & sur-tout à leur repeuplement , & reculer les jouïssances que les futaies promettent pour l'avenir.

N'imitez pas ce Ministre insouciant & égoïste , comme l'ancien régime , qui étant averti du dépérissement prochain des bois , répondit qu'il étoit sans inquiétude sur cet objet , que dès l'instant que cette production deviendrait encore plus rare & à plus haut prix , tous les propriétaires s'occuperoient de plantations , & que , par ce moyen , l'abondance succéderoit bientôt à la disette. »

C'est bien là la réponse aveugle du despotisme qui dévorait toujours , comptant sur des reproductions aussi promptes que ses volontés ; comme si la nature reproduisoit des bois en aussi peu de temps que des moissons ; comme si la révolution d'un siècle étoit aussi subite que celle de chaque année. Rappelez plutôt cette prédiction de Colbert qu'il répétoit si souvent à la fin du dernier siècle : *la France périra tôt ou tard par la disette des bois.*

Non , Messieurs , cette crainte d'un grand Ministre ne se réalisera point , si vous décrêtez que les grandes masses de bois seront conservées sous un régime que vous établirez sur de nouveaux principes.

Comment pouvez-vous craindre la disette des bois , si vous faites rentrer dans le Domaine national, les bois en engagement , en échange , ou aux appanagistes , & si vous réunissez les bois Ecclésiastiques à ces grandes propriétés.

Les Comités réunis ont été frappés de la nécessité

d'établir une administration centrale , & une surveillance universelle , qui assure le meilleur ordre possible dans l'administration des forêts , & qui prépare par leur amélioration , des ressources devenues malheureusement trop nécessaires à la France : ils n'ont pas cru qu'il fût difficile de tracer des moyens efficaces , soit pour faire aux anciennes Loix les changemens que le temps a rendu nécessaires , soit pour ranimer la vigilance des Districts & des Départemens sur la régénération & l'exploitation des Forêts ; soit enfin pour concentrer l'administration économique dans un petit nombre de personnes bien choisies.

Bientôt un Rapport des mêmes Comités réunis vous présentera les moyens propres à remédier aux différens abus & délits commis dans les Forêts , la réformation des dispositions de l'Ordonnance de 1669 , qui peuvent ou n'être pas susceptibles de s'appliquer à l'état actuel de l'Administration des bois , ou avoir fait naître des inconvéniens reconnus par l'expérience.

Est-il donc si difficile d'appercevoir des bases d'une bonne administration forestière ?

L'Ordonnance de 1669 , avoit , au milieu des dispositions propres à réprimer une partie des désordres existans alors , d'autres dispositions funestes , elles sont connues ; des abus sont nés de la succession des temps , on vous les a dénoncés ; l'expérience nous a montré de nouveaux abus dans l'emploi même des précautions prises pour les prévenir : eh bien ! vous réformerez cette Ordonnance facilement.

Les fonctions d'Administrateur étoient réunies à

celles de Juges. Vous faites disparaître par le nouvel Ordre Judiciaire le danger de la cumulation des Pouvoirs.

Le défaut de responsabilité des Administrateurs amenoit, favorisoit des négligences coupables. Vous avez fait disparaître ce vice de l'ancienne administration.

L'insuffisance des traitemens attachés à des fonctions sans relief ni profit, introduisoit des voyes illicites pour les rendre lucratives. La surveillance des Citoyens est ouverte utilement sur les Administrateurs & les Juges temporaires.

La suppression totale des Maîtrises est un des moyens de rétablir un meilleur ordre, d'après le vœu de vos Commettans; votre Comité de Constitution les abolit par son projet d'Ordre Judiciaire.

L'instruction des Procès, la poursuite des grands délits, les questions de propriété, étant renvoyées aux Juges ordinaires, une administration centrale s'occupera, sous l'inspection des Districts & des Départemens (1),

(1) Il seroit impossible que les Corps administratifs des Départemens & des Districts se chargeassent des soins assidus & journaliers qu'exige le régime des Forêts.

La bonne administration des Bois qu'il importe à l'Etat d'établir, contrariera souvent, pour procurer un avantage général, l'intérêt particulier d'un Département — les approvisionnemens des grandes Villes doivent être pris en considération; car il s'agit ici de pourvoir aux besoins de tous les Citoyens de l'Empire, & peut-être y au-

de l'affiette des ventes , des récollemens , des visites , des repeuplemens , des nouveaux aménagemens , & sur-tout de cette Police journalière plus exacte , plus locale , & plus assidue que celle des Tribunaux.

Il y a lieu d'espérer que cette forme nouvelle d'administration , dont vous vous réserverez de fixer tous les détails , opérera le bien , écartera les inconvéniens d'un régime versatile & funeste , préviendra les abus , fera cesser toutes les plaintes , rassurera la Marine & le Commerce , & rétablira enfin un meilleur ordre dans la plus belle propriété qu'une grande Nation puisse & doive conserver.

Avant que de vous présenter le Projet de Décret , je dois vous faire part de l'objection arithmétique qu'on a fait beaucoup valoir dans les Séances des Comités réunis.

« On a besoin de vendre les bois , dit-on , dans l'intérêt de nos Finances. Il est indispensable pour une Nation , comme pour les particuliers , de payer ses dettes ; un déficit à combler , des Finances de

roit-il du danger de ne confier qu'à quelques individus les intérêts qui sont communs à tous.

Les Départemens étant inégalement peuplés de Bois , n'auroit-on pas à craindre de voir le Corps Administratif d'un Département boisé empêcher les moyens d'exploitation pour maintenir le bois à un bas prix dans son étendue , ce qui nécessiteroit une disette dans les Départemens voisins , dont on feroit ainsi manquer l'approvisionnement.

Charges & d'Offices supprimés à rembourser, enfin, vos dettes exigibles se portent à 19 cent millions. Les Bois sont donc un objet nécessaire à aliéner. D'ailleurs en aliénant les bois, vous augmentez la matière impossible.

Cette objection a paru trop faible pour arrêter l'opinion des Comités réunis, mais assez forte pour devoir être réfutée.

1^o. Il y a dans les maisons, bâtimens, métairies, propriétés & biens cultivés du Domaine & du Clergé une plus forte valeur que celle de nos dettes. Si cela n'étoit pas, la Nation seroit bien à plaindre pour la dette publique; mais un simple apperçu du Comité de l'Aliénation présente beaucoup plus de deux milliards de valeurs, dans les biens corporels nationaux à vendre, en exceptant les Bois.

Il y a de plus une somme assez considérable à retirer de quatre cent mille arpens de bois disponibles. Le besoin d'aliéner tous les Bois est donc chimérique.

2^o. En principe d'économie publique ou particulière, il faut d'abord aliéner les Biens les moins précieux, les propriétés les plus onéreuses & celles qui dépérissent nécessairement. Les Bois sont les propriétés les plus précieuses & ne font qu'augmenter. Les maisons, les bâtimens, les usines & les terres cultivées susceptibles d'une dégradation nécessitent des dépenses d'entretien.

Dans aucun cas, quelque urgent qu'on le suppose, la Nation ne doit s'exproprier des Bois & Forêts qui forment le vrai Domaine public.

3°. Vendre les Bois n'est pas augmenter la matière imposable.

Une légère réflexion peut convaincre de cette vérité.

Si les bois sont coupés & non défrichés, comment le Propriétaire payera-t-il un impôt, ne recueillant aucun fruit ?

Au fond vous penserez peut-être que l'impôt annuel sur les bois est difficile, pour ne pas dire impossible à établir, parce qu'il n'y a pas de base solide pour l'asseoir, les bois ne donnant des revenus qu'après un certain période de temps. L'impôt établi par année engageroit d'ailleurs le Propriétaire à couper, à détériorer, pour payer l'impôt par le produit même du Bois. Il n'y a peut-être sur ce point d'autre moyen que d'imposer sur les coupes & faire diminuer cette disposition à mesure que les coupes seront retardées, parce que dans ce retard, on trouvera toujours & bien au-delà (1), la va-

(1) Exemple d'après M. Duhamel.

Un arpent à vingt ans donne ci	2061.	»	»
A 25 ans il donne	332	»	»
A 30 ans il donne	548	»	»

leur de l'impôt qu'on auroit prématurément perçu.

4°. Si vous décidiez l'aliénation totale des forêts du Royaume, vous arrêteriez l'aliénation des autres biens, vous obstrueriez le Commerce & vous auriez vous mêmes après une convulsion funeste, paralysé les opérations les plus instantes & les plus nécessaires.

En cinquième lieu, vous pouvez faire une source de revenus pour la Nation par l'Administration nationale des Bois. Où sont donc les bons Citoyens qui voudroient conseiller à la Nation d'aliéner un fond de première nécessité qui peut porter dans peu d'années environ trente millions de revenu, avec un système assuré de régénération & de repeuplement des Bois ?

C'est à vous, Messieurs, à calculer dans ce moment, les dangers résultans du projet de livrer aux particuliers la propriété de toutes vos forêts. Dans quel état avez-

De ce point de vérité il résulte que les bois exploités à 30 ans, & imposés sur la coupe, rendent un impôt plus considérable, puisque ces bois sont presque tiercés de valeur dans l'espace de dix ans.

Un autre point de vérité, c'est que de 25 à 30 ans, les bois augmentent dans une proportion tellement considérable, que pour déterminer les Propriétaires à reculer leurs jouissances, il seroit avantageux de diminuer graduellement la quotité de l'impôt, diminution qui ne seroit que fictive, puisque l'augmentation du produit de la matière imposable nécessiteroit celle de l'impôt à percevoir.

vous trouvé la Nation ? Ne l'avez vous pas vue dans un enthousiasme funeste pour les jouissances viagères , dans l'immoralité des rontines & des loteries ? Attendez donc que l'esprit public soit formé , que les idées de propriété s'améliorent , que les vues d'administration économique s'élèvent , & laissez à la Nation , en attendant cette heureuse époque , de grandes propriétés publiques & indivises. Il est certain qu'on peut perdre un Etat par les bois , l'affamer pendant la paix , & l'empêcher de se défendre pendant la guerre.

Vous serez donc , Messieurs , aussi économes qu'un bon père de famille ; vous serez aussi sages que la nature qui ne dissipe jamais ses trésors , & qui en tient toujours une partie en réserve , pour les évènements qui sont dans le cours ordinaire qu'elle a établi..... Je termine ce Rapport par un mot connu , avec lequel l'Auteur immortel de *l'Esprit des Loix* peignoit les opérations insensées du despotisme : *quand les Sauvages de la Louisiane veulent avoir du fruit , ils coupent l'arbre à la racine*. Voilà l'image d'une Nation qui , pour payer ses dettes , livreroit ses forêts à des Compagnies ou à des Capitalistes.

Voici le Projet de Décret que j'ai l'honneur de vous proposer. (1)

(1) Ce Projet de Décret a été adopté avec quelques amendemens, dans les termes suivans.

D É C R E T

Sur la Vente & Administration des Forêts nationales.

Du 6 Août 1790.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE, après avoir entendu le Rapport de ses Comités réunis des Domaines, de la Marine, des Finances, de l'aliénation des Biens Nationaux & de Commerce & d'Agriculture ;

Considérant que la conservation des bois & forêts est un des objets les plus importants & les plus essentiels aux besoins & à la sûreté du Royaume, & que la Nation seule peut, par un nouveau régime & une administration active & éclairée, s'occuper de leur conservation, amélioration & repeuplement, pour en former en même-temps une source de revenu public ;

A décrété & décrète ce qui suit :

A R T I C L E P R E M I E R.

Les grandes masses de bois & forêts nationales sont & demeureront exceptées de la vente & aliénation des Biens Nationaux, ordonnées par les Décrets des 14 Mai, 25 & 26 Juin derniers.

I I.

Tous les bocquetaux, toutes les parties de bois nationaux éparfes, absolument isolées, & éloignées de

mille toises des autres bois d'une grande étendue , & qui ne seront pas nécessaires pour garantir les bords des fleuves , torrens & rivières , pourront être vendus & aliénés , suivant les formes prescrites par lesdits Décrets , pourvu qu'elles n'excèdent point la contenance de cent arpens , mesure d'Ordonnance , sauf à prendre l'avis des Assemblées de Département , pour la vente des parties de bois dont la contenance excéderoit celle de cent arpens.

Quant aux bois & forêts de ladite contenance qui , par leur position & la nature du sol , peuvent produire des bois propres à la marine , ils ne pourront être aliénés qu'après avoir eu l'avis de l'administration des Départemens , qui prendront celui des Districts dans lesquels ils sont situés.

I I I.

L'Assemblée Nationale charge les cinq Comités réunis de lui présenter incessamment le plan d'un nouveau régime d'administration des bois , & de réforme de la législation des forêts , dont elle reconnoît l'urgente & indispensable nécessité.